

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle risques accidentels  
40 rue de la Préfecture  
58026 Nevers Cedex

Nevers, le 6 mars 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **APERAM ALLOYS IMPHY**

Avenue Jean Jaurès - BP n° 1  
58160 IMPHY

Références : 240116  
Code AIOT : 0005401254

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/10/2023 dans l'établissement APERAM ALLOYS IMPHY implanté Avenue Jean Jaurès, BP n°1, 58160 Imphy. L'inspection a été annoncée le 11/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- APERAM ALLOYS IMPHY
- Avenue Jean Jaurès, BP n° 1, 58160 Imphy
- Code AIOT : 0005401254
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Le site est spécialisé dans l'élaboration, transformation et commercialisation des alliages de nickel, de cobalt ainsi que de certains inox particuliers, réalisés sous forme de feuillards par laminage à froid et à chaud.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Risques accidentels

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mesures de maîtrise des	AP de Mise en Demeure du 30/12/2021, article 1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	risques		
2	Protection contre la foudre	AP de Mise en Demeure du 30/12/2021, article 1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'arrêté de mise en demeure du 30 décembre 2021 est respecté, sous réserve de la réalisation des travaux de protection contre la foudre, mentionnée dans les devis signés transmis.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Mesures de maîtrise des risques

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 30/12/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste de mesures de maîtrise des risques
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues à l'article 7.4.1 de l'arrêté préfectoral du 23 août 2010 : « L'exploitant rédige une liste des mesures de maîtrise des risques, identifiées dans l'étude de dangers, et des opérations de maintenance qu'il y apporte. Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux. »
<b>Constats :</b> Par courriel du 10/03/2022, l'exploitant a transmis une étude de dangers complétée. Cette étude contient bien une liste des MMR (Mesures de Maîtrise des Risques). Un tableau reprenant la liste de ces MMR avec les opérations de maintenance/contrôle associées a été transmis par courriel du 09/08/2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 30/12/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans un délai de 24 mois à compter de la notification du présent arrêté pour les bâtiments CG/CT, LK et CU et dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté pour les autres bâtiments, les dispositions prévues à l'article 20 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 : « L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations autorisées à partir du 24 août 2008, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique. »
<b>Constats :</b> Lors de la présente visite d'inspection, l'exploitant a présenté les documents suivants : 1 - une copie du rapport de mise à jour de l'étude technique foudre du site établie par la société EGIS (certifié Qualifoudre), en date du 01/07/2022. Cette étude indique que : a) les bâtiments CU, CG/CT, CF, CW, CL, LA, CA et CB ont besoin de travaux de mise en

conformité supplémentaire pour satisfaire le niveau I de protection ;

b) les bâtiments LK et LN n'ont pas besoin de travaux complémentaires nécessaires ;

2 - des copies de factures établies par la société France protection Foudre, justifiant de la protection requise pour les autres bâtiments, à savoir : CB et LA.

Par ailleurs, l'exploitant a transmis par courriel du 08/11/2023, des copies des devis signés, établis par la société France protection Foudre, en date du 02/11/2023, relatifs à la protection requise pour les bâtiments CU, CG/CT, CF, CL, CW et CA.

**Type de suites proposées :** Sans suite